



« Le président français a fait un geste vers les Européens »

INTERVIEW Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation **Robert-Schuman**

Réunis hier en Lituanie, au lendemain d'un G 20 en Russie où ils avaient étalé toutes leurs divergences, les Vingt-Huit de l'Union européenne (UE) sont cette fois tombés d'accord pour afficher leur fermeté... mais pas pour soutenir l'option militaire retenue par Paris. Une déclaration commune — signée par l'Allemagne — qui, diplomatiquement au moins, fait de la France un pays moins isolé dans sa volonté de punir Damas. Elle constitue une avancée significative pour Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman, un think tank proeuropéen.

Lors du G 20, l'Allemagne a refusé de signer le texte qui désigne le régime syrien comme le coupable des attaques chimiques du 21 août. Pourquoi l'UE peine-t-elle à parler d'une même voix ? **JEAN-DOMINIQUE GIULIANI.** C'est le résultat de la division des Européens. Il y a sans doute eu un problème de méthode, puisque l'on a tout de suite parlé de la nature de la riposte, avant de parler du type de condamnation. Ensuite, Angela Merkel est en campagne électorale. N'oublions pas que l'Allemagne, après 1945, s'est vu imposer une Constitution qui lui interdit d'intervenir à l'étranger.

« Personne ne va demander aux Lettons d'envoyer des missiles sur la Syrie »

Les 28 pays de l'UE se sont mis d'accord hier pour apporter « une réponse claire et forte » au régime syrien. Une formule assez vague qui contente tout le monde... C'est pourtant une bonne chose. Il ne faut pas oublier que l'UE, c'est un ensemble de pays souverains qui ne sont pas d'accord pour tout mais qui ont décidé d'agir en commun. Et pour les Etats neutres, cet accord est déjà un pas important. Que pensez-vous de la décision de Hollande d'attendre le rapport de l'ONU avant d'engager l'armée française ?

Le président a fait un geste à l'égard des Européens et de l'ONU, en acceptant de respecter la légalité internationale et le rapport des enquêteurs des Nations unies. Il a permis une unité de position européenne, qui renvoie à la première marche de l'escalier : une condamnation politique et diplomatique. Ensuite, il y aura une réponse, avec ceux qui peuvent, qui veulent... Personne ne va demander aux Lettons d'envoyer des missiles sur la Syrie. Cela va également renforcer la position de la France si elle veut participer à une action militaire. C'est comme ça que l'UE peut être utile. Pas dans les rhétoriques nationales.

*Propos recueillis par
AVA DJAMSHIDI*